

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Constant Oyono : " Notre demande de reconnaissance a été déposée au ministère de l'Intérieur avec les 10 000 signatures exigées "

Propos recueillis par Lyne Renette
ALLOMO
Libreville/Gabon

L'Union. Monsieur le président du Parti des républicains démocrates (PR), quelques mois après la création de votre parti, vous venez d'entreprendre une tournée dans plusieurs quartiers de Libreville et au-delà, dans certaines localités de la province de l'Estuaire. Peut-on en savoir l'objet ? Et quel bilan en faites-vous ?

Constant Oyono Ebang Obame : Chaque parti politique a son modus operandi pour s'implanter. Et le PR est conscient de l'importance de l'Estuaire dans la carte électorale du Gabon. C'est donc un choix stratégique avec une présence nationale en point de mire ! D'où l'installation des structures de base de notre parti dans cette province en préparation des joutes électorales à venir. Aussi, cette tournée nous aurait-elle été, en tous points, bénéfiques. Nous avons bouclé la première phase d'installation de notre parti pour reprendre prochainement, en septembre, avec son implantation à l'intérieur du pays. Plus rien ne nous arrêtera dorénavant, d'autant que notre demande de reconnaissance a été déposée au ministère de l'Intérieur avec les 10 000 signatures exigées.

Vous avez toujours donné un statut national à votre formation politique. N'est-ce pas exagérer, quand on constate que jusqu'à présent, à part l'Estuaire, votre parti n'a manifestement pas de cellules de base dans aucune autre province ?
Le statut national est une ambition légitime. Tout parti politique veut conquérir le pouvoir suprême. le chemin qui y mène peut sembler revêché mais à cœur vaillant, rien d'impossible. Sinon, la représentation dans les autres provinces se fera selon un timing intelligent sur lequel le PR et son équipe travaillent.

Le débat politique aujourd'hui tourne autour de deux thèmes



Photo:DR
Le Dr Constant Oyono Ebang Obame, fondateur du Parti des républicains (PR).

: la paix des braves, et la constitution des grands ensembles politiques. On ignore à ce jour la position de votre parti sur l'un ou l'autre thème. Nous vous offrons ici l'occasion d'exprimer vos avis motivés...

De la fameuse paix des braves ! Pour son concepteur feu Pierre-Louis Agondjo Okawe, il ne fallait pas que les acteurs politiques continuent à se regarder en chiens de faïence. Les filles et fils du Gabon devaient se parler dans l'intérêt supérieur du Gabon, afin qu'il n'y ait ni vainqueur ni vaincu pour que seul le Gabon gagne ! Il fallait donc trouver un compromis dynamique pour sortir de l'impasse de l'époque, c'était une voie médiane, une alternative intelligente à la guéguerre de l'époque.

Est ce que la recette de Me

Agondjo peut être réchauffée et mise au goût du jour ? Wait and see.

En ce qui concerne les coalitions, il se dit dans les cercles politiques africains qu'aucun parti ne peut conquérir le pouvoir seul. La mode est aux coalitions. Malheureusement ces juxtapositions artificielles n'intègrent que rarement les intérêts des populations. On ne s'aligne plus derrière un projet de société viable. On s'aligne derrière un individu qui ne sert que ses intérêts et espère un renvoi d'ascenseur... c'est la politique alimentaire.

Le PR pour sa part déroulera une offre politique différente. Mais ne rejette pas a priori de faire coalition avec d'autres partis qui défendent les mêmes valeurs et intègrent l'essentiel de son projet de société.

UN : Paulette Missambo porte son ambition dans le Haut-Ogooué



Photo:DR

Paulette Missambo et ses partisans à Franceville.

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

CANDIDATE à la présidence de l'Union nationale (UN), Paulette Missambo enchaîne à un rythme effréné les causeries et autres rencontres sur le terrain. Elle a bouclé sa tournée dans la province du Haut-Ogooué lundi dernier, après avoir été au contact des délégués de Franceville, Moanda et Mounana.

À chaque étape, elle s'est fait fort de présenter et de défendre son projet arc-bouté autour de l'ambition de faire de l'UN "un parti de progrès et de modernité". Une formation politique aspirant à prendre part à tous les scrutins organisés dans notre pays.

Pour ce faire, a-t-elle fait valoir, l'année 2023 s'avère cruciale. D'autant que, a-t-elle précisé, se tiendront dans notre pays la présidentielle, les législatives et les locales. Avec elle comme présidente, a-t-elle indiqué, l'UN sera présente aux rendez-vous électoraux. Avec ceci que dans le même temps, elle entend également offrir aux jeunes et femmes de nouvelles perspectives, "en les plaçant au cœur de l'activité militante tout en donnant plus de pouvoir aux organes locaux". Histoire d'insuffler un dynamisme et des énergies nouvelles au rayonnement de l'UN. Après le Haut-Ogooué, Paulette Missambo et certains de ses colistiers se sont rendus dans la province de l'Ogooué-Lolo.

Tribune des partis politiques Inacceptable!

S'il est admis "qu'en politique tous les coups sont permis", il n'empêche que l'éthique doit impérativement être de mise. La tournée dans la province du Haut-Ogooué du président du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM), Alexandre Barro Chambrier, a été fortement perturbée durant ses causeries.

À Okondja, des jeunes quidams arborant des tee-shirts à l'effigie d'Ali Bongo Ondimba, président de la République, par ailleurs "Distingué camarade président" du Parti démocratique gabonais (PDG) ont adopté des comportements hostiles à l'égard de celui qui se présente désormais comme le "leader de l'opposition". Cet acte est tout simplement inacceptable. Impossible que le "candidat naturel"

de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE) cautionne pareille dérive. Il ne fait l'ombre d'aucun doute que cet acte répréhensible est le fait de quelques zélés en quête de visibilité. En croyant bien agir, ces "politiciens du dimanche" ont posé des actes de nature à écorner injustement, d'une part l'image du premier magistrat gabonais et d'autre part celle du PDG. En effet, la violence, quelle que soit sa forme, n'a pas de place dans un État démocratique. D'autant que dans le champ politique, les contradictions politiques sont censées être idéologiques. Malheureusement, dans notre landerneau politique, elles ont tendance à se transformer en haine viscérale.

Pour revenir à nos mots et maux, les dérives enre-

gistrées à Okondja doivent être condamnées avec la dernière énergie par les acteurs politiques. Et ce, de tous bords. Honnêtement, dans ce contexte de crispation ambiante, ces comportements déplorables peuvent entraîner des tensions voire des crises généralisées dont on se passerait bien. Il est donc impérieux que les chefs des écuries politiques éduquent et sensibilisent leurs ouailles. Idem pour les autorités qui doivent sanctionner les fautifs. La liberté d'expression étant un droit consacré aussi bien par la Charte universelle des droits de l'Homme que par la Constitution gabonaise, lesdits actes ne doivent pas se reproduire.

Yannick Franz IGOHO